

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

SAMEDI 26 JUILLET 1975

EDITORIAL :

UNE "CHARTÉ ECONOMIQUE" QUI NE RESOUT RIEN

Stirn a annoncé, ce jeudi 24, dans son discours devant le conseil général de la Guadeloupe, un certain nombre de mesures que l'on ne cesse de nous présenter comme étant "de la plus haute importance". Qu'en est-il exactement ?

Dans cette avalanche de belles déclarations, on a beau chercher, on ne trouve rien qui soit de nature à bouleverser la situation existante. Pour la mille et unième fois, nous avons entendu un représentant du colonialisme français nous affirmer que, cette fois, on allait "réellement" assister à la départementalisation ; qu'il ne suffisait pas d'en parler, qu'il fallait la réaliser, etc... etc... Et de citer à l'appui l'extension aux DOM de l'allocation-logement, l'attribution des allocations familiales aux femmes seules, une croissance plus rapide du SMIC-DOM, de manière à rattraper (quand donc ?) le SMIC français, la nationalisation de l'électricité, une amélioration des transports et du tourisme, et surtout, suprême carotte pour tenter de nous attirer : des emplois !

Pour ce qui est des diverses allocations, elles ne toucheront en fait qu'une minorité de personnes. Quant aux emplois, de quoi s'agit-il ? Les cimenteries Lafarge installeraient une usine... en 1977 ; le SEITA (manufacture des tabacs) fournirait quelques emplois ; enfin l'armée aurait besoin d'une entreprise pour lui fournir des vêtements.

Voilà ce que l'on n'hésite pas à baptiser du nom de "charte économique" ! Mais on omet soigneusement de préciser le nombre d'emplois que, dans le même temps, la mécanisation aura supprimés dans le secteur agricole. De même, rien n'est dit du chômage sans cesse accru dans le secteur du Bâtiment, par exemple. Enfin, on ne voudrait tout de même pas nous faire croire que les quelques centaines d'emplois (et nous sommes généreux) que les mesures annoncées pourraient fournir, suffiraient à résorber le chômage qui atteint plus de 100.000 personnes, en Guadeloupe et en Martinique !

Tout cela apparaît aussi efficace qu'un emplâtre sur une jambe de bois. Et cela n'a rien d'étonnant. Car le colonialisme est bien incapable (à supposer qu'il en ait l'intention) de résoudre les problèmes qui se posent aux Antilles. Seuls les travailleurs, en prenant eux-mêmes leurs affaires en mains, sont capables de gérer le pays dans le sens de leurs intérêts.

occupation de terres à la Boucan: un exemple à suivre

Le vendredi 18 juillet dernier à la Boucan, sur une habitation du même nom, se produisait un affrontement entre des agriculteurs du coin et les représentants de la S.A.G.

En effet, sur une surface labourée par la société, ces agriculteurs avaient décidé de faire leurs jardins et d'installer leurs animaux. Furieux de cette initiative prise par ces travailleurs de la terre, les capitalistes tentèrent de les chasser en utilisant la force.

C'est ainsi qu'on vit arriver sur les lieux l'inspecteur flanqué d'un huissier et de deux gendarmes.

Malheureusement pour ces messieurs, ils se heurtèrent à la résistance des agriculteurs qui n'entendaient nul-

lement se laisser faire.

Au moment où le bulldozer s'apprêtait à arracher les plants et à balayer tout ce qui s'y trouvait, des femmes se jetèrent sous les chenilles, et le conducteur de l'engin dut arrêter sa manœuvre.

C'est la preuve que les petits planteurs ont des moyens de s'opposer aux gros possesseurs de terre, il suffit que comme ceux de la Boucan ils soient déterminés à le faire.

C'est aussi le seul moyen qui reste aux travailleurs de la terre pour lutter contre la rapacité des grosses sociétés comme la SAG qui concentrent entre leurs mains les meilleures terres de la Guadeloupe, quitte à ce que les travailleurs meurent de faim.

MARTINIQUE : ROND-POINT DE BELLEVUE : UNE EXPLOITATION FEROCÉ

Nous sommes plus de 50 femmes et hommes à travailler au Rond-Point de Bellevue dont M. Roseau est le propriétaire.

Notre patron a une attitude d'esclavagiste vis-à-vis de ses employés, et nous impose des conditions de travail insupportables : 46H de travail par semaine, et les caissières en font quelquefois plus, car elles sont bien souvent obligées de faire des heures supplémentaires. Nous travaillons aussi tous les dimanches de 7H30 à 12H. Le patron nous accorde un jour de repos par semaine, mais non payé.

Nous effectuons tant de travail pour un salaire qui n'est pas supérieur à 930F pour la plupart d'entre nous. En ce qui concerne le travail du dimanche, nous avons demandé des aménagements à M. Roseau, mais nos revendications sont restées lettre morte. Il n'y a qu'une seule femme de ménage ; celle-ci est surchargée de travail. De sorte que les filles de rayon sont obligées de passer elles aussi la serpillière de 7H30 à 8H, heure d'ouverture du libre-service.

Il existait auparavant une organisation syndicale au libre-service du Rond-Point, mais le patron s'est débarrassé des responsables, et il a fait une telle pression sur ceux qui étaient syndiqués, que ceux-ci ont été obligés de déchirer leur carte syndicale. Malgré les intimidations de M. Roseau, certains d'entre nous commencent à prendre conscience de la nécessité de s'organiser. En effet, nous devons nous battre pour la diminution des heures de travail, sans diminution de salaire.

ALLOCATION-LOGEMENT encore de la poudre aux yeux

Dans une interview accordée à France-Antilles, M. Guilliod annonce triomphalement l'application de l'allocation-logement dans les départements d'outre-mer. Il en parle comme "une étape importante dans la voie de l'harmonisation avec le régime métropolitain". Soit dit en passant, Mr. Guilliod reconnaît donc que le régime métropolitain n'est pas en harmonie avec celui des prétendus départements d'outre-mer. Autre paradoxe, les défenseurs de l'ordre colonial qui règne dans les D.O.M. n'ont-ils pas toujours parlé de parité globale ? Qu'en est-il réellement de cette parité globale, quand l'allocation-logement versée normalement en France par les caisses d'allocations familiales était jusqu'ici inconnue des familles de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane ?

En fait ce que Mr Guilliod présente comme une vraie mesure sociale pour les habitants des D.O.M. n'est que la réparation d'une des nombreuses injustices perpétrées par le colonialisme français. Il n'y a vraiment pas de quoi crier victoire. Surtout lorsque Mr Guilliod reconnaît lui-même que "c'est une législation très complexe, avec des barèmes multiples et des calculs délicats pour la détermination des bénéficiaires et des taux de l'allocation". C'est là avouer explicitement que tous les allocataires ne pourront pas en bénéficier, d'une part, et que même pour ceux qui en bénéficieront, ce ne sera pas chose facile que d'en calculer le montant. On le voit, l'allocation-logement est certes étendue aux D.O.M., mais les calculs pour l'établir risquent d'être tellement compliqués que les quelques rares bénéficiaires vont peut-être attendre très longtemps avant de la percevoir.

LES PERLES D'OLIVIER...

(NOUS NE PRETENDONS PAS DONNER ICI UN RECUEIL COMPLET DES PLAISANTERIES DE M. STIRN : LE MANQUE DE PLACE NE NOUS PERMET QUE D'EN CITER UNE OU DEUX.)

STIRN EN DOMINIQUE UN IMMIGRE DE PLUS ?

L'inénarrable Mr. Stirn nous a confié, au cours de son allocution, qu'il allait se rendre en Dominique et à Ste-Lucie, et cela "en tant que Guadeloupéen et que Martiniquais". Nous nous serions bien passés d'un tel compatriote ! Mais puisque son administration en Guadeloupe, en l'espèce le préfet LeCormec, exige désormais des travailleurs des îles voisines qu'ils présentent à leur arrivée leur billet de retour, et qu'ils déposent une caution de 1500F, nous suggérerions à nos voisins de prendre des mesures semblables, et d'exiger de Stirn son billet et une caution. À moins qu'ils ne désirent le conserver pour eux, auquel cas ils nous rendraient un inestimable service !

Le plus difficile serait, pour eux, de parvenir à lui faire effectuer quelque chose d'utile. Que voulez-vous, quand on n'est pas habitué...

* * * *

STIRN ET LE CHÔMAGE

Au cours de sa conférence de presse longue de près d'une heure, Stirn a annoncé entre autres, la création en Guadeloupe d'une agence nationale pour l'emploi. Cette agence, qui existe déjà en France, a pour but de recenser les offres et les demandes d'emploi. À quoi servira ce nouveau truc de Stirn ? Sinon à confirmer qu'il y a près de 70.000 chômeurs en Guadeloupe, et qu'il n'y a pas d'emplois nouveaux qui sont créés. C'est vraiment se moquer du monde que de présenter une telle mesure comme un moyen de lutter contre le chômage.

À moins que Stirn ne considère que le fait de créer l'agence permettra de donner du travail à quelques employés...

* * * *

MARTINIQUE

SACT : LES SCRUPULES N'ÉTOUFFENT PAS LES PATRONS

La SACT, après avoir déclaré faillite, a donc licencié l'ensemble des travailleurs. Mais cette société s'est bien gardée de liquider son matériel, et pour cause : les deux associés de la SACT ont tout simplement, chacun de son côté, décidé de monter leur petite affaire.

Et c'est en prévision de cela que ces messieurs n'avaient versé aux travailleurs licenciés ni leurs droits d'ancienneté, ni leur préavis de licenciement. C'est ainsi qu'ils ont promis à chaque ouvrier licencié de le réembaucher, à condition que celui-ci lui envoie une lettre de démission.

Voilà jusqu'où va le culot des patrons dans ce pays. Pour ces messieurs, le vol n'a vraiment pas de limites. Qu'ils se méfient pourtant, car les travailleurs licenciés ne sont pas prêts à accepter cela sans mot dire.

MARTINIQUE

Ecole d'infirmières : Un examen au service de la politique coloniale

Sur 800 candidates présentées à l'examen de l'école d'infirmières, une cinquantaine seulement ont été reçues. Pourquoi ? Est-ce parce que les hôpitaux de l'île sont pourvus en nombre suffisant de cette catégorie de travailleurs ? Nullement. Est-ce parce que les candidates ont un niveau nettement inférieur à celui sollicité ? Même pas.

C'est tout simplement parce que l'administration veut avoir les mains libres pour mener à bien sa politique colonialiste. Ainsi elle forme un nombre restreint d'infirmières sur place, et de ce fait elle se donne les moyens de faire venir du personnel français comme bon lui semble, en prétextant qu'il n'y en a pas sur place.

Quand "les poulets" "se canardent"

Le jeudi 24 juillet en France, un policier de la brigade territoriale a été abattu par un autre de la brigade anti-gangs du commissaire Leclerc. Il ne s'agit pas d'un règlement de comptes entre policiers de services différents, mais tout simplement d'une méprise. La brigade du commissaire Leclerc, qui passait sur les lieux, a cru avoir affaire à des gangsters qui venaient de dévaliser un commerçant.

Encore un exemple qui montre comment ces messieurs de la police ont la gâchette facile. Le speaker de la radio lui-même a eu devoir faire une allusion dans ce sens. Mais il le déplore certainement parce que c'est un policier qui a été abattu. Nous n'irons pas jusqu'à nous féliciter d'un tel accident, mais souhaitons que cela tempère quelque peu l'ardeur des sbires de Poniatowski, qui ont tendance ces temps-ci à faire des "cartons" à la moindre occasion, et à se prendre pour "les Incorruptibles". Le hasard a voulu que ce soit l'un des leurs, et non un simple passant, qui ait cette fois fait les frais de ce "zèle" excessif.

NOTRE SUPPLÉMENT NE PARAÎTRA PAS EN AOÛT.

Nous prévenons nos lecteurs et sympathisants que le supplément bi-hebdomadaire à Combat Ouvrier ne paraîtra pas, pendant le mois d'août. Il réapparaîtra au début du mois de septembre.

Cependant, vous pourrez vous procurer auprès de nos vendeurs le mensuel COMBAT OUVRIER N°52, conçu pour juillet et août.

GUADELOUPE

UNE FIN DE RECOLTE DIFFICILE POUR LES OUVRIERS AGRICOLES

En cette période de fin de récolte, les travailleurs agricoles travaillent dans les champs de cannes les plus pénibles à affronter, à cause des mauvaises herbes qui rendent la coupe difficile et longue. Dans de telles conditions, les travailleurs n'arrivent jamais à effectuer une journée entière et ils peinent davantage qu'ils ne gagnent. Les meilleurs champs étaient réservés pour les machines. Ils étaient brûlés et nettoyés à l'avance afin que la mécanisation de la coupe ne pose aucun problème. Les travailleurs sont ainsi considérés par les patrons moins que des machines. Plutôt que de payer pour le desherbage des champs, ils préfèrent faire travailler les coupeurs dans les conditions les plus pénibles. On se rend compte jusqu'où peut aller la méchanceté des patrons quand il s'agit de leurs intérêts.

* * * *

ENSEIGNEMENT : L'AUXILIARIAT LOIN D'ÊTRE RÉSORBÉ

Alors que le gouvernement prétend résorber l'auxiliariat, le nombre d'admis au C.A.P.E.S. (certificat d'aptitude pour l'enseignement du second degré) ne cesse de se réduire, tel une peau de chagrin.

Ainsi, au C.A.P.E.S. de sciences économiques et sociales, sur 1573 candidats qui ont composé le premier jour, seuls 100 ont été admis définitivement, soit 6,34%!

Voilà de quelle façon le gouvernement de Giscard et Chirac prétend résoudre le problème scandaleux de l'auxiliariat.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission paritaire : N° 51728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
3ème supplément au mensuel N°52.